

**GUILLAUME TREMBLAY**  
**Candidat à la maîtrise de géographie**  
**UQAM**

**Systèmes d'acteurs, reconversion économique et développement local :**  
**le cas de Tarbes en France**

L'agglomération urbaine de Tarbes dans le sud-ouest français, est depuis une vingtaine d'années en pleine mutation socioéconomique. Ceci est en partie provoqué par une crise économique qui a fortement ébranlé sa base industrielle dans les années 1980. Suite à cet événement structurel important, les différents acteurs et intervenants de l'espace concerné se sont donc lancés dans de vastes projets de reconversion économique et de développement territorial. Ce processus étant toujours en cours et les résultats se faisant actuellement sentir encore seulement de façon sporadique, il est aujourd'hui trop tôt pour pouvoir affirmer si la région étudiée a pris une décision optimale quant au type de reconversion choisie. Néanmoins, il nous semble tout de même intéressant de montrer le processus de reconversion économique axé sur de nouvelles formes de gouvernances en cours sur le territoire. Ceci nous amènera, entre autres, à découvrir les éléments déclencheurs et stimulateurs sous-jacents aux différents projets mis en œuvre et à dégager les événements et/ou facteurs qui peuvent influencer la réussite éventuelle de ces derniers.

Cependant, avant d'exposer le processus de reconversion Tarbais, il importe dans un premier temps de rappeler quelques éléments théoriques et conceptuels reliés au développement et à la planification territoriale. Ceci nous permettra d'établir certains liens généraux et communs à toute reconversion et il nous sera alors possible de mieux mettre en contexte les événements qui ont conduit à la revalorisation du territoire tarbais. Ensuite nous tenterons de comprendre les dynamiques et les stratégies régionales de développement économique et social, axé sur la concertation et le partenariat, en cours dans l'agglomération. Enfin, nous essayerons de montrer le cadre d'action et le système d'acteurs dans lequel s'organise cette mobilisation en procédant à une analyse partielle de la typologie des initiatives locales mise en œuvre à Tarbes et en décrivant plus spécifiquement une initiative qui nous semble éclairante aux fins de ce travail ; soit celle du développement de la filière électronique de puissance.

## **POSTULATS THÉORIQUES ET PROBLÉMATIQUES**

Il est hors de tout doute que nos sociétés contemporaines sont en ce moment en pleine mutation. Un important changement social, que certains appellent le post-modernisme (Olivier de Sardan, 1995, Benko, 1997) et qui semble être de prime abord un changement de structure, est présentement en cours dans nos sociétés. En effet, il semblerait que l'avènement de la mondialisation et la crise des grands modèles (y compris celui de l'état-nation) aient été les catalyseurs responsables qui auraient déclenché ce mouvement généralisé amenant les sociétés contemporaines à redéfinir leurs fondements et structures. La cause de ce changement social est attribuable à une combinaison de facteurs permettant l'établissement de rapport de force dans la société. Parmi ces facteurs, nommons les plus importants : la globalisation, qui reconnaît que les règles, les valeurs et les objectifs sont maintenant dominés par les marchés financiers qui échappent aux institutions politiques ; l'universalisation, qui amène certaines règles et valeurs à devenir des « vertus culturelles » ; la transnationalisation, qui sous-entend que les flux

grandissants effacent les barrières entre les pays. Outre ces facteurs, la cause d'un tel changement est aussi en grande partie due à l'action d'agents du changement social. Les ONG's, les institutions internationales, nationales et régionales, les médias, les syndicats, les intellectuels, sont tous des acteurs qui en intervenant et en interagissant à différents niveaux du système social contribuent de façon significative à ce changement social de grande échelle. Finalement, ce dernier n'aurait évidemment jamais eu lieu si le XXI<sup>e</sup> siècle n'était pas l'hôte d'une spectaculaire révolution technologique (surtout grâce aux technologies d'informations, de télécommunications et de transports) qui bouleverse les notions de proximité et de distance (Laurin, Klein et Tardif, 2001).

### **1.1. Du changement social à de nouvelles formes de territorialités**

La conséquence majeure d'un changement social, est de faire en sorte qu'il y ait un changement de contexte paradigmatique. En ce qui nous concerne, nous passerions donc de la modernité à la postmodernité. Ce changement de paradigme implique nécessairement des bouleversements conceptuels importants : d'une conception structuro-fonctionnaliste de la société on passe à une vision réflexive et cognitive des acteurs, d'une conception du développement linéaire on passe à une vision non linéaire, d'une vision de la gestion du social marquée par le conflit (lutte des classes) on passe à une vision axée sur la régulation et les valeurs consensuelles, d'une conception keynésienne de la gestion de l'espace où la territorialité est perçue comme étant nationale, unique et homogène on passe à une conception post-keynésienne où la territorialité est plurielle (importance du local et de la différence), d'une conception de type « région » on passe à une vision de type « réseau »<sup>1</sup>.

Conséquemment à ce nouveau contexte paradigmatique et à ces bouleversements conceptuels importants, une toute nouvelle logique de structuration des territoires et de représentation de l'espace est maintenant à l'œuvre dans nos sociétés contemporaines. En effet, nous sommes aujourd'hui en présence d'une sorte de métropolisation du monde associée à l'émergence d'une société informationnelle et de réseaux débordant des territoires administratifs. Les territoires se situent maintenant à différentes échelles et ne sont plus comme auparavant emboîtés les uns dans les autres. On ne parle plus d'agencement sociospatiale de type centre-périphérie, mais bien de décentralisation, de régionalisme, de « localisme » et de gouvernance. Il est clair que cette métamorphose drastique des territoires affecte les pratiques sociales de nos sociétés contemporaines sur bien des points et selon certains « jamais les concepts d'espace et de territoire n'ont été aussi présents dans les tentatives d'explication et d'interprétation que suscitent les multiples transformations sociales, politiques et économiques de nos sociétés » (Laurin, Klein et Tardif, 2001 : 1-2). Cet énoncé nous amène donc à un premier constat : **la donne territoire à aujourd'hui un poids plus que considérable dans la mise en œuvre de politiques et de stratégies de développement territorial efficaces et efficientes.**

### **1.2. D'un contexte de crise à une nouvelle façon de faire le développement**

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'économie des sociétés occidentales voit apparaître de la dominance de l'organisation du travail industriel de logique taylorienne (division technique du travail), un

---

<sup>1</sup> Propos tenus par le professeur Juan-Luis Klein lors du cours de maîtrise intitulé épistémologie de la géographie à l'Université du Québec à Montréal, à l'automne 2004.

nouveau modèle de développement socio-économique : le fordisme, un mode de régulation et un régime d'accumulation articulant production de masse et consommation de masse en favorisant une croissance régulière de la demande (Lévy et Lussault, 2003). Selon plusieurs auteurs, (Benko et Lipietz, 1992a, 2000; Dunford, 1992 ; Guillaume, 2003; Leborgne et Lipietz, 1992 ; Scott, 2000) ce mode de développement économique du monde occidental contemporain est cependant entré en crise depuis le début des années 1970, crise qui, selon certains (Boyer, 1992, Martinelli et Schoenberger, 1992), amène à terme à un changement de structure.

Cet effondrement du mode de régulation fordiste associée à l'apparente inefficacité des politiques keynésienne d'appui à la consommation et aux économies émergentes (Sud-Est Asiatique, Nord du Mexique) (Fontan et Klein, 2003), conduit le monde occidental à un déclin des agglomérations massives d'industrialisation. Pour remédier aux diverses conséquences soulevées par ce grave problème socioéconomique - tel que les pertes d'emplois massifs, le départ des capitaux vers d'autres lieux, le démantèlement des conditions et avantages sociaux, ou encore la dissolution de savoirs et savoir-faire locaux - un processus de restructuration économique et institutionnel est entamé dès le début des années 1970 (Veltz 1992; Fontan, Klein et Lévesque 2003) dans les diverses régions frappées par la crise. Même s'il semble aujourd'hui de plus en plus clair que nous sommes en train de passer de l'ancien modèle fordisme d'accumulation à un nouveau modèle qui aurait comme caractéristique principale la flexibilité organisationnelle (Leborgne et Lipietz, 1992 ; Scott, 1992), sa configuration finale et définitive reste imprécise et ambiguë (Amin et Robins, 1992 ; Martinelli et Schoenberger, 1992 ; Boyer, 1992). De cet état de fait, il est alors légitime de se demander si un modèle alternatif remplacera un jour le fordisme. Ce qui est évident en revanche, c'est que certaines orientations se dessinent en terme de développement au fur et à mesure que sont soulevées et discutées par différents auteurs (Becatini, 1992 ; Garofoli, 1992 ; Markusen, 2000 ; Lee, 2000, Raud, 2000, Saxenian, 2000, Scott, 2000, Fontan et Klein 2003) les différentes options et stratégies de restructurations économiques adoptées par les industries, les États et les communautés territoriales des divers pays et/ou régions touchés par le phénomène.

En réorientant leur développement socioéconomique de différentes façons selon leurs besoins, mais aussi selon leurs capacités du moment, chaque localité et chaque région participe à une restructuration qui lui est propre en fonction de critères historiques, mais aussi en fonction de relations socio-économiques particulières qui laisse sous-entendre un savoir et savoir-faire local (culture du travail, relations industrielles, etc.) (Martinelli et Schoenberger, 1992). Ainsi, « ...le succès et la croissance de régions industrielles seraient essentiellement dus à leur dynamique interne » (Benko et Lipietz, 1992b : 24). En d'autres termes, le développement des aires géographiques passerait par des facteurs et aspirations endogènes et ne serait pas seulement le fruit de politiques issues des grandes théories et orientations macro-économiques. Par contre, il ne faudrait pas se méprendre; il n'est pas dit ici que les collectivités territoriales se limitent au seul déploiement de leurs ressources et attributs endogènes pour se développer. Bien au contraire, ce qu'il faut comprendre, c'est que premièrement les acteurs de la société civile viennent à investir le champ du développement économique par le biais d'actions collectives qu'ils initient au niveau local et, que deuxièmement, le territoire devient le facilitateur de cette action collective de reconversion des communautés. Il en est ainsi, car en créant des identités et des sentiments d'appartenance, le territoire rend d'une certaine manière possible la démarche d'un cycle de développement local par la mobilisation de ressources tant endogènes qu'exogènes (Klein et Fontan, 2003). Alors dans les régions aux prises avec une nécessité criante et alarmante de

restructuration du tissu industriel autrefois favorisée par l'industrie lourde, l'action collective semble définir une nouvelle manière de mener les actions de reconversion économique et de développement territorial faisant appel aux principes de développement local.

Cette notion, en opérant « actuellement sa connexion avec celle de développement durable » (Lévy et Lussault, 2003 : 252), propose dans sa démarche d'adopter un modèle de gestion qui élabore des plans d'action à la suite d'une consultation exhaustive et d'un dialogue continu entre les différents acteurs en cause dans le processus de développement (les élus, les citoyens, les entreprises, les institutions et les organismes du milieu). Dans le même ordre d'idées, on retrouve du partenariat en développement local suite à un engagement contractuel entre les différents acteurs sociaux d'une collectivité, ceux-ci « acceptent d'entreprendre un projet conjoint dans le cadre d'une structure organisationnelle » (Lachapelle, 2001a : 49). Aussi, lorsque ces exigences minimales sont rencontrées, il y a réappropriation du territoire par la population locale qui amène cette dernière à nourrir et à relancer son sentiment d'appartenance. Cet élément que nous venons d'évoquer nous semble crucial lorsqu'il est question de reconversion économique et de développement territorial. En effet, « le territoire n'est pas un donné, c'est un construit » (Badie, 1995) : il produit de l'appartenance, en étant fédérateur d'éléments identitaires et appartient à un univers de sens, donc à une culture. Conséquemment, « l'identité constitue un point sensible des conditions d'émergence d'un lieu » (Lévy et Lussault, 2003 : 480) et devient alors, soit un stigmate au processus de reconversion, ou soit une plus-value à ce même processus. Enfin, nous pouvons dire que de la pratique sur le terrain du partenariat et de la concertation, une gouvernance locale peut naître et rendre possible un entrepreneuriat social et collectif. Le social se réapproprie, par le fait même, l'économique et « tend à construire des territoires inclusifs et viables » (Klein et Fontan, 2003 : 12). Tous ces postulats théoriques nous amènent donc à un deuxième constat : **la pratique du développement territorial doit aujourd'hui être définie par rapport aux réalités socioculturelles et identitaires des collectivités locales pour pouvoir fonctionner et atteindre ses objectifs.**

### 1.3. Le fait territorial et identitaire

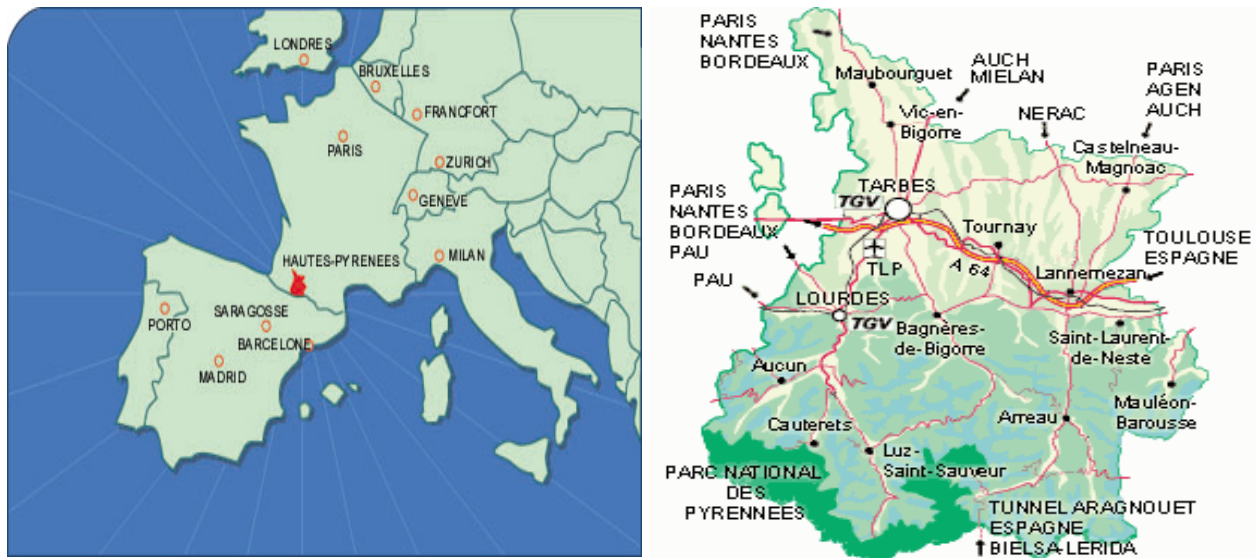
L'importance de plus en plus grande des questions territoriales et spatiales dans les sociétés interpelle directement la géographie sociale, ne saurait-ce que, comme nous venons de le voir, pour expliquer et exposer le rôle que les territoires et les proximités géographiques jouent dans la reconstitution des liens sociaux et du sentiment d'appartenance des habitants d'une région et/ou lieu donné et, par le fait même, pour rendre compte du poids significatif du territoire dans la pratique du développement et de la planification territoriale. Selon nous, pour pouvoir revendiquer un processus de reconversion économique faisant appel aux principes du développement local, une localité doit : d'une part, rencontrer certaines exigences minimales en terme de partenariat et de concertation, et d'autre part, replacer et réhabiliter l'acteur local comme l'un des éléments centraux du territoire. Lorsque ces exigences minimales sont rencontrées, nous supposons qu'il y a appropriation ou réappropriation du territoire par la population locale qui amène cette dernière à nourrir et à relancer son sentiment d'appartenance. En créant des identités et des sentiments d'appartenance, le territoire rend d'une certaine manière possible la réalisation d'un cycle de développement local par la mobilisation de ressources tant endogènes qu'exogènes (Klein et Fontan, 2003).

Alors dans les régions aux prises avec une nécessité criante et alarmante de restructuration du tissu industriel autrefois favorisée par l'industrie lourde, l'action collective semble définir une nouvelle manière de mener les actions de reconversion économique et de développement territorial faisant appel aux principes de développement local. Le cas de Tarbes illustre cette réalité, ainsi que les défis de la reconversion dans un contexte post-fordiste : d'un processus d'action collective impulsé par les acteurs locaux - on retrouve les éléments et facteurs mettant en place une démarche de développement ancré sur le territoire (développement local) comme nous le montrerons à l'aide du modèle sur l'effet de l'initiative locale développé par Klein (2006). Ce modèle montre que l'initiative locale, en mobilisant des ressources endogènes et exogènes construit une solidarité locale et crée les conditions pour le développement local et la reconversion économique. Les acteurs locaux combinant des actions de gouvernance de type traditionnelle (gestion municipale et gouvernementale) avec de nouvelles formes d'actions (concertation et partenariat) amènent l'agglomération de Tarbes à restructurer et à transformer les dimensions qui composent son territoire. En innovant socialement et économiquement, les acteurs mobilisent la société vers l'action collective locale ce qui tend à créer une certaine forme de solidarité territoriale et d'entrepreneuriat collectif.

## L'AGGLOMÉRATION DE TARBES : UN ESPACE EN MUTATION

La ville de Tarbes, qui est la seconde agglomération urbaine de la Région de Midi-Pyrénées après Toulouse, fait partie du département des Hautes Pyrénées. Elle se situe dans le Sud-Ouest français à mi-chemin avec Pau dans l'axe Toulouse/Bayonne sur l'autoroute A64.

Figure 1 : Localisation du département des Hautes-Pyrénées et de la ville de Tarbes.



Source : <http://www.midipyrenees.fr/index.asp>

Situé au cœur de la chaîne de montagnes des Pyrénées, le département des Hautes-Pyrénées constitue, avec sept autres départements, la région de Midi-Pyrénées (fig. 2). Le département est géographiquement caractérisé par des paysages de cirques, de lacs, de forêts, de plateaux et de plaines, puis dispose d'une superficie de 4 644 km carrés. Deux grands axes routiers traversent le

département du nord au sud et de l'est à l'ouest. Ces deux axes sont renforcés par la voie ferrée desservant Lannemezan, Tarbes et Lourdes. Ces deux dernières gares accueillent le TGV en provenance de Bordeaux. La majeure partie de la population du département se concentre dans l'unité urbaine de Tarbes qui accueille un habitant du département sur trois et qui constitue à l'heure actuelle un pôle universitaire important.

Région agricole et alpine les Hautes-Pyrénées présente une économie axée essentiellement sur le tourisme, l'agriculture ainsi que l'industrie manufacturière, cette dernière étant fortement concentrée dans l'agglomération urbaine de Tarbes. Le département a su bien développer son secteur touristique bénéficiant sur son territoire d'atout majeur en la matière : soit le Parc National des Pyrénées, les thermes de Bagnère-de-Bigorre, la ville de pèlerinage de Lourdes et un aéroport d'envergure internationale. Il a aussi su bien faire prospérer le secteur de l'agriculture grâce à l'élevage du canard et à la culture du maïs, mais aussi grâce à un savoir-faire ancestral en pastoralisme (mouton) et à certains produits du terroir bigourdan qui ont une réputation gastronomique internationale tels que le vin de Madiran, le haricot tarbais et le porc noir de Bigorre. Cependant, l'histoire passée et actuelle du département des Hautes-Pyrénées, se construit aussi largement autour des industries électriques et aéronautiques. En effet, en 2000 dans ce secteur d'activité, on y recense 28% des structures industrielles, soit 60% de l'emploi industriel des Hautes-Pyrénées (Barnèche-Miqueu et Layahe, 2001). Cette niche industrielle, implantée depuis plus d'un siècle dans le département, a connu plusieurs phases de restructurations successives sans ne jamais remettre en cause son maintien dans la région.

### **2.1. Historique du tissu industriel local**

La filière aéronautique se développe durant les années des grands conflits mondiaux du début du siècle qui amènent ce type d'industrie, fortement lié à la production militaire, à s'éloigner du front (Weissberg, 2005). C'est à cette époque qu'on implante à Tarbes des grands groupes tels que l'Arsenal (ATS) une société d'état de la défense nationale (qui deviendra plus tard GIAT) et la Socata un donneur d'ordre régional qui sera source d'un système productif local. En 2000, on dénombre dans les secteurs de la métallurgie et de la mécanique, métiers centraux de l'industrie aéronautique, 341 établissements dans les Hautes-Pyrénées qui regroupent 2828 emplois; le système Socata (avec ses sous-traitants) représentant à lui seul 62% de ces effectifs (Barnèche-Miqueu et Layahe, 2001).

Le développement de l'industrie électrique est pour sa part lié à la mise en valeur de la « houille blanche » pyrénéenne et à la décision de la Compagnie des Chemins de fer du Midi de développer la traction électrique sur ses lignes au début du siècle (Weissberg, 2005). Cette société, en étant à la fois fournisseur et transporteur d'énergie, devient rapidement un pôle d'attraction pour les entreprises utilisatrices d'électricité telle que Pechiney et Seb, mais aussi pour celles qui participent à sa production telle que Alstom, Cofaz et Soulé. En 2000, on recense dans le pôle électrique des Hautes-Pyrénées une trentaine d'entreprises qui emploient jusqu'à 2400 personnes (Barnèche-Miqueu et Layahe, 2001).

Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette révolution industrielle locale ne se fait cependant pas sans heurt. En effet, le département des Hautes-Pyrénées fait face de 1975 à 1990 à une lente désindustrialisation (CDDE, 2005), ce qui apporte de profondes mutations à l'organisation du bassin industriel tarbais. Avec la crise du modèle fordiste qui transforme la

structure économique mondiale, beaucoup des grandes entreprises implantées sur le territoire doivent soit se délocaliser ou encore se restructurer (fig. 2).

Figure 2 : L'évolution des grands groupes industriels dans les Hautes-Pyrénées

### Que sont devenus les 10 plus grands établissements industriels des années 1980 ?

	1978	1984	1985	1987	1989	1990	1991	1999	2000	2004	
<b>1862</b> <b>SOULE</b> Bagnères de Bigorre	830 salariés	597 salariés						"Démantèlement" de l'entreprise, création de 6 nouvelles entreprises		Soulé Bagnères Services, Alstom, Caisa, Pommier, Novesia, Entrelec, CFD	400 salariés
<b>1871</b> <b>ATS</b> Tarbes	3100 salariés	3100 salariés				Rachat de l'entreprise par GIAT Industries				GIAT	778 salariés
<b>1917</b> <b>COFAZ</b> Pierrefitte-Soulom	750 salariés	601 salariés		Norsk-Hydro prend le contrôle de la COFAZ			Fermeture de l'usine de Norsk-Hydro				
<b>1917</b> <b>ATOCHEM</b> Lannemezan	850 salariés	550 salariés								ATOCHEM	170 salariés
<b>1920</b> <b>HUGHES TOOL</b> Tarbes	500 salariés	195 salariés			Fermeture de Hughes Tool						
<b>1921</b> <b>ALSTHOM</b> Séméac	2300 salariés	1669 salariés								ALSTOM TRANSPORT	884 salariés
<b>1922</b> <b>CERAVER</b> Bazet	1900 salariés	337 salariés		Rachat et démantèlement de l'entreprise : SCT, Céramiques et Composites				Nouvelles scissions		SCT, Execkia, Boostec, ESK France	420 salariés
<b>1938</b> <b>PECHINEY</b> Lannemezan	730 salariés	440 salariés								PECHINEY	256 salariés
<b>1940</b> <b>SOCATA</b> Louey-Ossun	850 salariés	944 salariés							EADS devient la maison mère de SOCATA	EADS Socata	1071 salariés
<b>1945</b> <b>SEB-PYRENEES</b> Laurdes	745 salariés	640 salariés								SEB	325 salariés

Note : Lors de notre enquête de terrain à l'automne 2006, ATS (GIAT) et Pechiney étaient en fermeture définitive.  
Source : CDDE (2005).

À l'heure de la mondialisation et de la nouvelle économie, les acteurs du bassin tarbais ne semblent pas avoir d'autres alternatives que de se mobiliser pour faire face à la crise qui fragilise leur tissu industriel. Les collectivités locales et les institutions politiques cherchent alors à mettre en valeur tous leurs atouts régionaux disponibles et décident de s'appuyer sur le milieu local pour renforcer leurs capacités de productions et de compétitions territoriales. Ainsi, certains des grands groupes restent alors sur place en développant des activités locales à plus forte valeur ajoutée, et le solde négatif d'emploi observable depuis près de vingt ans s'inverse grâce à la croissance de nouvelles PMI-PME innovantes (tab. 1).

Tableau 1 : Part de l'emploi dans les grands groupes et dans les PME-PMI

	1978	%	1990	%	1996	%	1999	%	2004	%
<b>Grands groupes</b>	11 805	62%	6 676	45%	5 177	41%	4 671	39%	3 750	32%
<b>Autres (PME-PMI)</b>	7 322	38%	8 187	55%	7 316	59%	7 422	61%	8 307	68%
<b>Emploi total industriel</b>	19 127	100%	14 863	100%	12 493	100%	12 093	100%	12 148	100%

Sources : INSEE, Enquête téléphonique, OES-CDDE

## 2.2. Processus de reconversion : vers de nouvelles stratégies de développement territorial

L'appui du local au développement socioéconomique de l'agglomération tarbaise est en soi une nouveauté par rapport à l'ancienne dynamique industrielle en cours sur le territoire. En effet,

c'est la forte présence de grands groupes, répertoriée sur environ trois ou quatre pôles du département (Bagnères de Bigorre, Lannemezan, Tarbes et Pierrefitte-Soulom), qui est pendant longtemps la source de création de richesse et d'emploi. Il importe aujourd'hui de diversifier et de revitaliser l'économie locale par l'émergence de nouvelles stratégies de développement territoriale; stratégies essentiellement basées sur l'offre, l'innovation et la production de services, mais aussi basée sur une politique de filières et de niches. Ces dernières permettront la création de nouveaux gisements d'entreprises ainsi que la création d'un fort potentiel de PMI innovantes (CDDE, 2005).

Adossé à ces nouvelles stratégies, il semble qu'une nécessaire initiative de concertation et de partenariat entre l'industrie, les établissements publics de recherche et d'enseignement, les collectivités territoriales et les institutions politiques, s'épanouisse et se cultive pour l'apparition et le déploiement d'une réelle forme de gouvernance locale. Outre le fait de mobiliser les dispositifs habituels d'aides reconversion, il s'agit ici de « développer des domaines de compétences et de spécialisation, organisés dans des réseaux d'acteurs, entreprises et institutions qui s'attachent à structurer des relations de complémentarités ou de coopérations spécifiques en matière de recherche, de production ou de développement » (Layahe et Barnèche-Miqueu, 2003).

Enfin, avec l'avènement de la métropolisation qui amène davantage les grandes villes à développer des relations avec d'autres espaces métropolitains qu'à renforcer leurs relations avec les villes moyennes de leurs périphéries (Charbonneau, Lewis et Manzagol, 2004), la ville de Tarbes est de fait exposée ouvertement à une économie mondialisée. Ceci lui impose de relancer continuellement la compétitivité (valorisation des ressources et des capacités locales) et l'attractivité (avantage comparatif) de son territoire (Barnèche-Miqueu, 2006) par le biais de stratégies et dynamiques de développement exposées précédemment. Cependant, même si ses diverses stratégies ne sont plus systématiquement en lien avec celle de sa métropole régionale, il est intéressant de voir que les acteurs de la ville de Tarbes s'efforcent d'une certaine manière à « globaliser » l'agglomération ; c'est-à-dire de repositionner le territoire sur l'échiquier français, européen et mondial, en mettant à profit les attributs locaux tout en mobilisant les ressources, dispositifs et politiques qui viennent de l'extérieur, comme les pôles de compétitivité ou encore les fonds européens.

## **LE CADRE D'ACTION ET LE SYSTÈME D'ACTEURS TARBAIS**

Nous venons de voir que l'industrie de Tarbes a dû, dès les années 1970, rechercher des gains de productivité et se restructurer pour faire face aux crises sectorielles. À cette époque, les politiques de restructuration et de délocalisation décidées par les grands groupes semblent fragiliser considérablement l'économie locale. Face à cet état de fait, l'agglomération urbaine de Tarbes et le département des Hautes-Pyrénées entreprennent dans les années 1980 un processus de reconversion économique, par le biais de stratégies et dynamiques de développement principalement axées et inspirées de la démarche partenariale de développement local.

### **3.1 Le système de développement local**

Pour Lequin (2001) le développement local est un processus démocratique participatif, faisant intervenir le concept de gouvernance locale, par lequel les différents acteurs sociaux locaux en



cause dans une démarche de développement et/ou de planification territoriale, s'organisent en réseau pour pouvoir mettre en œuvre un partenariat favorisant le dégagement d'un consensus. Weissberg (2005) définit ce système par cinq caractéristiques : il est à la fois économique, social et culturel ; il met en jeu des territoires de taille et de statuts différents (canton, quartiers, communes, agglomérations, etc.) ; il associe de multiples partenaires selon des modalités variables ; il met l'accent sur les données endogènes des entreprises locales ; et enfin, il dépend d'une politique d'information et de formations bien conçue.

Dans la pratique, le concept de développement local se réfère à la mise en réseau des différents acteurs territorialisés appelés à influencer le devenir de leur environnement immédiat à travers une série d'actions territorialisées et de stratégies communes. Selon Gumuchian et al.(2003) un acteur territorialisé peut se définir comme tout homme ou toute femme qui participe de façon intentionnelle à un processus ayant des implications territoriales. En fait, un acteur devient territorialisé lorsqu'il opère au sein de systèmes d'actions concrets, et ce, quels que soient les niveaux d'implications, contribuant ainsi à la constitution des territoires. Cette situation d'actions se définit comme « un cadre spatial et temporel, une modalité concrète de rencontre et d'échange, un contexte d'accomplissement d'une liberté ontologique et donc d'exercice d'une liberté d'agir. L'acteur territorialisé s'inscrit dans des cadres d'action déterminants et/ou contraignants : les institutions se doivent d'être prises en compte dans les dynamiques territoriales mises en œuvre par les « acteurs multicasquettes » jouant soit des rôles variés dans le temps, soit plusieurs rôles au même moment » (Gumuchian et al., 2003 : p.4).

Ce qu'il faut comprendre de ce système, c'est que dans le contexte du développement la concertation et le partenariat sont maintenant devenus les nouvelles procédures émergentes par opposition au mode d'organisation bureaucratique classique et des valeurs qui lui sont liées. Par conséquent, en mettant en relation des personnes appartenant à des institutions différentes ou à des services différents d'une même institution et en faisant se rencontrer, selon le cas, des fonctionnaires, des membres salariés ou bénévoles d'associations, des membres d'entreprises ou d'organisations professionnelles, des élus et des usagers du service public, la notion de partenariat amène nécessairement à de nouvelles valeurs. Elle laisse entre autres sous-entendre une coopération et une responsabilisation des acteurs dans les processus de planifications, de décisions et d'actions des stratégies de développement économique et social régional.

À l'échelle territoriale, les partenariats, qui se concrétisent par le biais d'acteurs et d'actions territorialisés, sont à la base du développement local. En effet, les approches coopératives et la création de partenariats présentent un nombre d'avantages par rapport à une démarche solitaire; tel que « le regroupement des ressources, le rendement et l'efficacité dans l'utilisation des ressources de la communauté, amener des intérêts, des intervenants ou des groupes différents dans le processus de développement communautaire, les avantages de la diversité, et une image unifiée sans oublier les différences importantes » (Bryant, 1992, p. 32). Finalement, nous pouvons affirmer que le concept sous-tend aussi une vision holistique de la démarche du développement et de la planification territoriale en tenant compte du rôle fédérateur des liens avec le territoire socioculturel, de la valorisation du potentiel local et de la (re) connexion du territoire local à d'autres échelles spatiales.

### **3.2 Le processus de reterritorialisation**

Sachant que le développement endogène (partant des ressources disponibles ou susceptibles d'être mobilisées) du territoire favorise la création d'activités locales, l'agglomération de Tarbes, et par extension le département des Hautes-Pyrénées, se sont donc engagées depuis plusieurs années dans un processus de reterritorialisation et de re-dynamisation du territoire (fig. 3). L'idée exposée ici, est que le développement local apporte une nouvelle dynamique de coopération par la constitution de réseaux d'acteurs locaux ; le niveau de coopération des personnes étant le résultat d'un sentiment d'appartenance à un espace socio-économique commun fondé sur une identité territoriale locale et déterminant les performances locales.

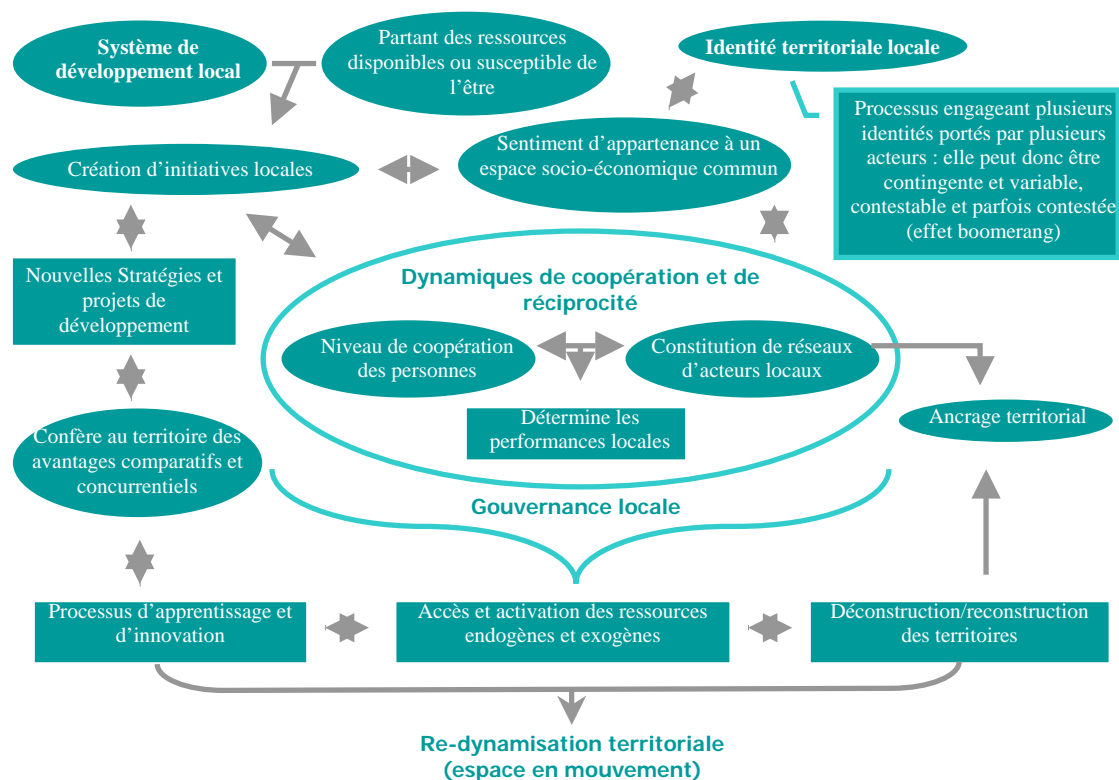
Les identités territoriales sont actuellement l'objet d'une attention particulière de la part des chercheurs et des « promoteurs » du développement et de l'aménagement territorial : le sentiment d'appartenance qu'entretiennent les acteurs d'un territoire à son égard est de plus en plus reconnu comme un facteur clé de son développement, car c'est lui qui les pousse à agir ensemble et à s'engager dans des projets de développement de nature partenariale (Klein, Tardif, Carrière, Lévesque, 2003 : 234-235). Dans la lignée des travaux de Michel Bassand sur les identités régionales et urbaines, l'identité territoriale, en tant que création collective, peut se définir, comme le processus d'agencement et de structuration de l'ensemble des représentations que les différents acteurs internes et externes à un territoire se font de lui, de son passé, et de son avenir, et ceci, à un moment donné de l'histoire (Bassand, 1992). Parler d'identité territoriale (au singulier) est donc en quelque sorte trompeur. En effet, un territoire n'est jamais la construction que d'un seul acteur, il n'est par le fait même jamais non plus le projet que d'une seule identité. En plus, les acteurs sont eux-mêmes porteurs de plusieurs identités (culturelles, sociales et territoriales). Plurielle, l'identité d'un territoire est comparable à un kaléidoscope : « coexiste donc dans un même territoire un « stock » d'identités » (Bassand, 1992 : 287).

L'identité territoriale est donc un processus engageant plusieurs identités portées par plusieurs acteurs : elle peut alors être contingente et variable, contestable et parfois contestée. L'idée d'identités territoriales fait référence au fait que les acteurs individuels et collectifs peuvent développer des sentiments d'appartenance à l'égard du territoire et qu'un territoire n'est jamais la construction que d'une seule identité, qu'elles soient culturelles, sociales, territoriales ou même physiques. En somme, sentiment d'appartenance à un territoire et identité territoriale « ne sont pas étrangers l'un à l'autre ; ils se nourrissent et s'enrichissent mutuellement » (Gumuchian, 2003 : p.67). Les acteurs locaux peuvent mobiliser cet objet identitaire – objet emblématique affecté de valeurs positives – souvent construit sur du patrimoine naturel et/ou culturel qui peut cependant avoir parfois un effet boomerang : devenir un repliement du territoire sur lui-même – un frein au développement – un regard tourné vers le passé (Gumuchian, 2003).

Outre cette mobilisation de l'identitaire dans les stratégies territoriales, la mobilisation de ressources spécifiques est tout aussi cruciale dans la re-dynamisation et la revalorisation du territoire. Relevant d'une stratégie de long terme qui confère au territoire des avantages comparatifs, la mobilisation de ces ressources spécifiques transforme les modes d'organisations et l'action en obligeant les acteurs à la coopération et à la réciprocité ; le réseau devenant alors une forme « d'accès à » ou « d'activation de » ces ressources spécifiques (Barnèche-Miqueu et Lahaye, 2005). Ce faisant, il y a ainsi une construction de ressources par l'interaction des acteurs locaux à travers un processus d'apprentissage et d'innovation. Tout ce processus, qui participe à

la déconstruction/reconstruction des territoires (territorialisation), amène à une re-dynamisation territoriale (espace en mouvement) qui mobilise la mise en réseaux d'acteurs socioéconomiquement liés et ayant un ancrage territorial commun.

**Figure 3 : Schématisation du processus de reterritorialisation**



### **3.3 Un milieu riche en actions collectives où foisonnent plusieurs initiatives**

Suite à ce que nous venons d'exposer précédemment, nous pouvons donc affirmer que le système de développement local, et par le fait même le processus de reterritorialisation qui en découle, nous permettent de mieux saisir la globalité des interventions dans le cadre d'un système sociospatial. En effet, la plupart des particularités et spécificités de ces deux notions se retrouvent dans les différents projets et initiatives locales de développement mises en œuvre à Tarbes pour contrer la crise affectant son territoire. Cette nouvelle dynamique territoriale observable sur le terrain donne lieu à un nombre considérable de projets et initiatives locales de développement économique dans la collectivité (tab. 2).

**Tableau 2 : Typologie des principales initiatives locales de l'agglomération tarbaise**

Projet	Activités	Maître d'ouvrage	Principaux partenaires	Localisation
Pyréne Aéro Pôle	Aéronautique, Téléport, Pôle tertiaire, Plateforme multimodale logistique	CCCO et CDDE	CCI, SOFRED, EADS Socata, Conseil Général, Région, État, Union européenne État	Proximité de l'aéroport Commune d'Ossun (Sud-Ouest de Tarbes)
PACSOL	Maison énergétiquement autonome – énergie renouvelable	CIEN	CDDE, CUTP, ENIT	ZAC Bastillac

PRIMES et PEARL	Laboratoire commun de recherche et développement : électronique de puissance	ALSTOM Transport et ENIT	CDDE, CAGT, CUTP, CNRS, BOOSTEC, EPSILON, IUT de Tarbes	ZAC de Séméac-Soues Commune de Séméac (Est de Tarbes)
TARMAC-PAMELA	Éco-industrie : déconstruction et recyclage d'avions	Syndicat mixte (CCCO, CCPL, CAGT, Conseil Général, Région)	CDDE, CCI, SITA (groupe SUEZ), AIRBUS France, EADS Sogerma	Proximité de l'aéroport sur le site de Pyrène Aéro Pôle (Sud-Ouest de Tarbes)
Zone Bastillac Communauté	Parc scientifique et universitaire, Télésite, Hôtel d'entreprise, Pôle Tertiaire	CAGT	CDDE, CUTP, CCI, SOFRED, Conseil Général, Région, État, Union européenne	Sud-Ouest de la ville de Tarbes
Zone Ibos	Industrie, logistique, tertiaire et services aux entreprises	CAGT	CDDE, CCI, SOFRED Conseil Général, Région, État, Union européenne	Commune d'Ibos (Ouest de Tarbes)
Zone de Bordères	Éco-site, artisanat de production, agroalimentaire	CAGT	CDDE, CCI, SOFRED, Conseil Général, Région, État, Union européenne	Commune de Bordères (Nord de Tarbes)
Zone de Séméac-Soues	Industrie de pointe et commerciale	CAGT	CDDE, CCI, SOFRED, Conseil Général, Région, État, Union européenne	Commune de Séméac et Commune de Soues (Est de Tarbes)
Décielec	Convention d'affaire et colloque annuel sur les systèmes embarqués	CDDE	CCI, CAGT, Ville de Tarbes, Conseil Général, Région, SOFRED, ALSTOM Transport	Centre ville de Tarbes Foire des expositions
Pyrénées Industries Céramiques (PIC)	Valoriser la production céramique tarbaise, favoriser la recherche et l'innovation, accompagner la formation des futurs céramistes.	BOOSTEC, DIATOMIC, PALL-EWEKIA, SCT et ESK	CCI, SPL Metaladour	Ville de Bazet (Nord de Tarbes)
Centre de ressources de compétence composites (CRC Composite)	Formation, recherche et développement : matériaux composites	Lycée Jean-Dupuis	CDDE, IUT de tarbes, ENIT, CRITT Technacol, EADS Socata	Centre ville de Tarbes
Réhabilitation Giat-Gare	Gare intermodale, parc de logement, aménagement des berges de l'Adour	Ville de Tarbes	GIAT, SOFRED	Ancien site de l'usine GIAT Industrie (friche)
Zone Toulicou	Industrie de pointe et commerciale	CCPL	CDDE, CCI, SOFRED, Conseil Général, Région, État, Union européenne	Commune D'Adé (Entre Tarbes et Lourdes)
Zone Maubourget	Agro-industriels	CCVA	CDDE, CCI, SOFRED, Conseil Général, Région, État, Union européenne	Commune de Maubourget (Nord de Tarbes)

Sigles : CAGT - Communauté d'agglomération du Grand Tarbes; CCCO - Communauté de communes du canton d'Ossun; CCI - Chambre de commerce et d'industrie; CCPL - Communauté de communes du Pays de Lourdes; CCVA - Communauté de communes de Val d'Adour; CDDE - Comité départemental de développement économique; CIEN - Centre international des énergies nouvelles; CNRS - Centre national de recherche scientifique; CUPT - Centre universitaire Tarbes-Pyrénées; ENIT - École nationale d'ingénieur de Tarbes; Région - Région de Midi-Pyrénées; SOFRED - Société financière régionale pour l'emploi et le développement.

Une analyse en profondeur des principales dynamiques socioterritoriales sous-jacentes aux différents projets mis en œuvre dans le cadre de la démarche de développement local et de (re) valorisation du territoire en cours sur le territoire tarbais, serait pour ce présent travail trop fastidieux. Par contre, il est possible de tirer de cette typologie exhaustive quatre grandes observations :

1. Premièrement, on voit une certaine cohérence et une certaine complémentarité entre les principaux projets. Tous se concentrent dans des niches et secteurs d'activités lié à l'industrie électrique et aéronautique (valorisant ainsi le savoir et savoir-faire local), mais aussi dans le secteur de l'environnement (développement de nouvelles compétences) ;
2. Deuxièmement, on voit une réelle mobilisation des ressources endogènes et exogènes. En effet, la plupart des projets se font en concert avec des instances

provenant de divers milieux et de diverses collectivités territoriales. Les projets se font à plusieurs échelles, crée de nouveaux réseaux et s'insèrent souvent dans de grands programmes nationaux de développement tel les pôles de compétitivité (Exemple des projets PIC/TARMAC-PAMELA/PEARL II) ;

3. Troisièmement, on peut voir qu'il existe une coopération et une alliance entre les entreprises, les institutions de recherche, les différentes collectivités territoriales et L'État, mais que la société civile, le milieu associatif et les syndicats sont écartés du processus (est-ce une spécificité française?) ;
4. Finalement, tous les projets semblent trouver échos dans les collectivités territoriales, surtout dans le CDDE (Comité départemental de développement économique) et la CAGT (Communauté d'agglomération du Grand Tarbes). Ces deux grands acteurs, qui sont des instances de coordination de l'action économique locale, sont les lieux centraux de la concertation, de la coopération et de la solidarité où se discute et où se réalise la plupart des initiatives locales. C'est par le biais de ces organisations que se définit l'identité locale et que le territoire se reconstruit.

Cette analyse globale et partielle nous donne un aperçu général des dynamiques territoriales qui se déploient dans la région. Cependant, pour en saisir les subtilités et en comprendre le sens et la portée, il semble essentiel de repositionner certaines des initiatives locales élaborées par les acteurs tarbais dans leur contexte. Nous serons alors en mesure de mieux cerner comment ces stratégies de développement viennent à restructurer et à transformer les dimensions qui composent le territoire de l'agglomération de Tarbes et de quelle manière ces dernières ont un effet structurant sur le milieu local.

Nous avons vu précédemment que les acteurs locaux tarbais, principalement en réponse à des chocs exogènes (crise du fordisme/métropolisation), ont dû adopter de nouvelles stratégies et dynamiques de développement territorial; c'est-à-dire basées sur l'offre, l'innovation, la production de services, et sur une politique de filières et de niches, mais aussi basées sur une nécessaire initiative de concertation et de partenariat entre l'industrie, les établissements publics de recherche et d'enseignement, les collectivités territoriales et les institutions politiques, qui permettent de mettre à profit les attributs locaux tout en mobilisant les ressources, dispositifs et politiques qui viennent de l'extérieur. La création du pôle électronique de puissance sur le bassin tarbais est la démonstration concrète de ces nouvelles stratégies de développement territoriales sur le terrain. L'idée de mettre en place la filière électronique de puissance pour renforcer l'attractivité industrielle et scientifique, ainsi que la lisibilité de Tarbes, et contrer les effets négatifs des chocs exogènes subis, est issue d'une réelle démarche partenariale des intervenants locaux et d'une tangible mobilisation et mise en réseaux des potentialités locales. En effet, au sein même de cette initiative se recoupe et regroupe plusieurs projets de développement économique portés par différents organismes et groupes d'acteurs.

### **3.4 La mise en place de la filière électronique de puissance : une initiative mobilisatrice**

L'objectif premier du pôle électronique de puissance est de permettre de « développer sur le bassin tarbais, de façon durable, des activités attractives d'ingénierie, de développement,

d'industrialisation, et de production de convertisseurs électronique de puissance bénéficiant du transfert de technologies et de l'incubation du savoir-faire du laboratoire commun PEARL » (CDDE, 2005). L'enjeu est donc de fédérer autour de ce laboratoire de recherche spécialisé dans la propulsion électrique, différents acteurs et groupement d'acteurs dans le domaine des systèmes embarqués industriels, de l'automobile, de l'aéronautique, du transport ferroviaire et routier, de l'habitat à énergie positive, tous des secteurs qui auront à l'avenir à faire face à des problèmes énergétiques.

La concrétisation de ce pôle de recherche passe donc par la réalisation d'un laboratoire commun, le PEARL (Power Electronic Associated Research Laboratory), qui s'articule autour de l'industrie (Alstom Transport ainsi que des PME/PMI régionales telles Boostec et Epsilon), des centres de recherche publics tarbais (ENIT et IUT de Tarbes) et toulousains (CNRS), et des institutions publiques locales (CDDE, CAGT, CUPT). Cette mise en réseau d'acteurs de nature différente, autant publique que privé, répond à un objectif de « structuration du territoire qui passe par l'organisation des ressources locales autour de la recherche de complémentarités et de spécialisation » (Barnèche-Miqueu et Lahaye, 2005 : p.122) pour développer une force de proposition scientifique et d'attractivité (booster).

L'organisation « PEARL » qui s'est mise en place en mars 2001, à l'initiative d'Alstom et de L'ENIT «pour renforcer un potentiel existant local autour de savoir-faire industriels et de la recherche technique et scientifique » (Barnèche-Miqueu et Lahaye, 2005 : p.117), a très rapidement été reconnue comme un outil de recherche incontournable des industriels des secteurs de l'aéronautique, mais également des PME/PMI de la céramique techniques (PIC) (Julien, 2006). Cet engouement n'est pas étranger aux efforts déployés par les acteurs locaux pour faire de Tarbes une référence régionale et nationale, dans le domaine de l'électronique de puissance et plus précisément dans le développement de systèmes embarqués. À cet égard, notons quelques événements et actions entreprises sur le territoire tarbais qui contribuent de manière significative au succès de l'opération :

- Création par le CDDE d'une convention d'affaires et d'un colloque annuel sur les systèmes embarqués accueillant plus de 400 personnes provenant de divers milieux d'affaires ;
- Développement de la filière formation en génie électrique et électronique de puissance supportée par l'IUT de Tarbes et ENIT ;
- Mise en place d'une action de prospection industrielle en lien avec la Région Midi-Pyrénées et le CDDE ;
- Lancement de la seconde étape de PEARL (PRIMES - Pôle de recherche sur l'intégration de puissance et le management de l'énergie et ses composantes de Stockage) qui se veut une extension du réseau en s'inscrivant dans le pôle de compétitivité AESE - Aerospace Valley (Aéronautique/Espace/Système Embarqué) associant l'État, la Région Midi-Pyrénées, La Région Aquitaines, le Département des Hautes-Pyrénées et le Grand Tarbes ;

- Positionnement d'une démarche de valorisation industrielle des technologies issues de PEARL ;
- Installation d'un centre de démantèlement d'avions sur le site de l'aéroport de Tarbes/Lourdes (TARMAC/PAMELA) et développement du projet d'avion à application spécifique de EADS-SOCATA, deux projets qui s'inscrivent eux aussi dans le pôle AESE et qui nécessiteront une maîtrise particulière de l'énergie embarquée (Julien, 2006) ;
- Installation par le CDDE du CIEN (Centre des Énergies Nouvelles) et élaboration du projet PACSOL visant l'habitat à énergie positive réunissant des industriels, des acteurs académiques de la recherche et des architectes.

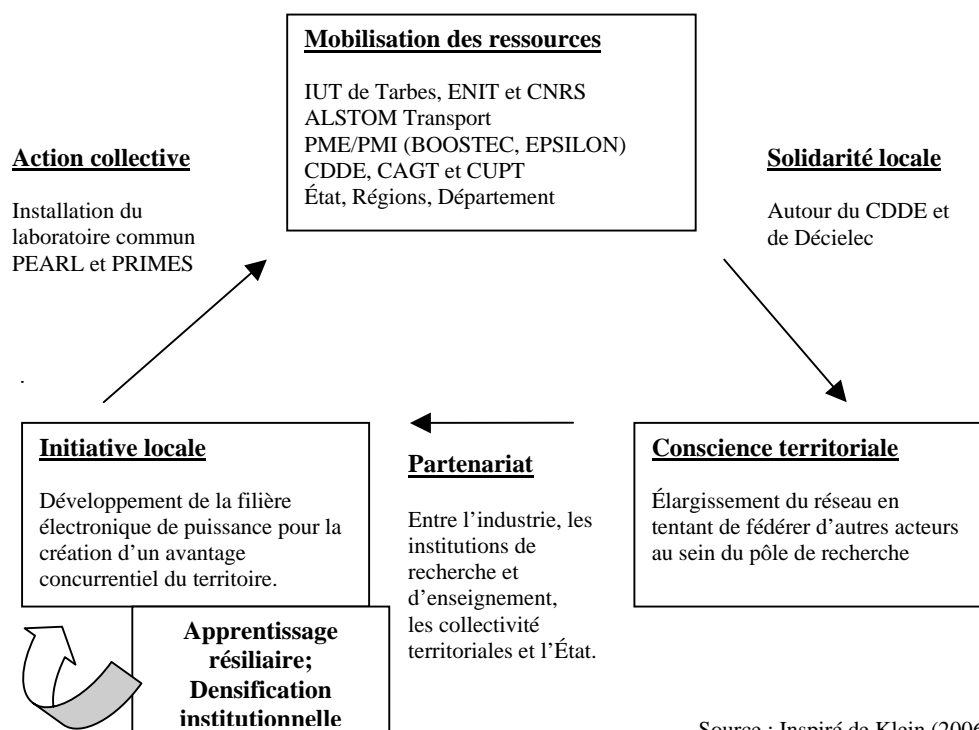
En somme, nous pouvons dire que de la coopération développée au sein du laboratoire commun PEARL, qui se concrétise par une dynamique d'interaction et d'innovation forte, il y a une émergence de projets connexes et complémentaires qui viennent renforcer, voire consacrer, la filière électronique de puissance à Tarbes. De toute évidence, le projet PEARL met en œuvre des apprentissages résiliants « au sens où il existe une capacité à saisir des opportunités de s'inscrire dans d'autres réseaux et/ou de prolonger l'activité du réseau sur la base de nouveaux projets » ((Barnèche-Miqueu et Lahaye, 2005 : p.127). En ce sens, la création du pôle de compétence en électronique de puissance, en entraînant des mutations organisationnelles importantes sur le bassin tarbais, participe à la production « d'un nouveau territoire caractérisé par l'apprentissage de la coopération au travers des projets engagés, le rôle dévolu de la recherche au sein de la filière électrique comme axe de re-dynamisation et enfin, la spécialisation dans le domaine de l'électronique de puissance afin de créer un avantage concurrentiel du territoire bigourdan et plus largement de la région Midi-Pyrénées » (Barnèche-Miqueu et Lahaye, 2005 : p.119).

## CONCLUSION

L'agglomération de Tarbes illustre parfaitement un cas de reconversion post-fordiste où l'on retrouve tous les éléments et facteurs créant un développement basé à partir du territoire. En effet, c'est grâce au leadership d'un groupe d'acteurs sociaux – qui combinent des actions de types traditionnelles, telles que la gestion gouvernementale ou municipale, avec de nouvelles formes d'actions, telles que la concertation, le partenariat et la démocratie participative – que la réussite d'un tel agenda reste possible, conduisant l'agglomération à restructurer et à transformer les dimensions qui composent son territoire. Dans un contexte fordiste, ce groupe d'acteurs n'aurait pas pu intervenir en ce qui concerne le processus de développement économique, car il aurait été conduit à se limiter « à des interventions à portée sociale et politique » (Fontan et Klein, 2003 : 28). Cependant, en innovant socialement et économiquement, les acteurs parviennent à mobiliser la société vers l'action collective locale. Cette mobilisation des potentialités locales, associée à une mobilisation de ressources exogènes, tend à favoriser la création d'une certaine forme de solidarité territoriale et d'entrepreneuriat collectif. Enfin, tout ceci a effet structurant pour le milieu, il y a donc accumulation des expériences de résultats positifs. Ceux-ci amènent la collectivité locale dans une spirale ascendante de développement territorial (fig. 4).

C'est donc par la concertation territoriale et la gouvernance locale que la réussite d'une politique d'aménagement et de planification territoriale reste possible dans les faits. Ceux-ci laissent entre autres sous-entendre une coopération et une responsabilisation réelle des acteurs dans les processus de planifications, de décisions et d'actions des stratégies d'aménagement, de développement et de planification territoriale. Par contre, cette collaboration des différents acteurs sur le terrain est loin d'être acquise à l'avance, le facteur identitaire et les divergences d'intérêts représentant parfois un frein et un obstacle au bon fonctionnement de la concertation et de la gouvernance locale. En effet, les acteurs à mobiliser peuvent avoir une perception négative de leur territoire ou encore des autres acteurs avec lesquels ils sont appelés à collaborer. C'est pour cette raison que la prise en compte des identités territoriales ne doit pas être négligée ; sachant que ces dernières sont des processus démocratiques par lesquels les différents acteurs locaux en cause dans des projets d'aménagements et de planifications territoriales s'organisent en réseaux pour pouvoir mettre en œuvre des partenariats favorisant le dégagement de consensus autour de plate-forme de développement territorial commun.

Figure 4 : Schématisation théorique du cas de reconversion économique de Tarbes



Source : Inspiré de Klein (2006).



## BIBLIOGRAPHIE

AMIN, A. et ROBINS K., « Le retour des économies régionales? La géographie mythique de l'accumulation flexible », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.123-161.

BADIE, B., « La fin des territoires – Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect », Paris, Fayard, 1995.

BARNÈCHE-MIQUEU, L., « Tarbes : une ville moyenne à l'épreuve de la mondialisation », : Midi-Pyrénées une région compétitive?, Actes du colloque du CRIES Midi-Pyrénées, Toulouse le 9 et 10 octobre 2006.

BARNÈCHE-MIQUEU, L. ET LAYAHE, N., « Des réseaux d'acteurs locaux pour des projets de territoire. Les cas des secteurs électrique et métallurgique pyrénéens », Globalisation, systèmes productifs locaux et dynamiques territoriales. Regards croisés au Québec et dans le Sud-Ouest français, Sous la direction de Régis Guillaume, Éditions l'Harmattan, Paris, France, 2005.

BARNÈCHE-MIQUEU, L. ET LAYAHE, N., « Secteurs aéronautique et électrique dans les Hautes-Pyrénées : la mise en œuvre de nouvelles solutions pour de nouveaux problèmes productifs ou la participation à l'émergence d'une nouvelle dynamique économique régionale. », Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées : vers l'émergence de systèmes régionaux?, Rapport d'étape, Programme SPL-CCRRDT, Coordination de Régis Guillaume et Fabienne Bogiato, CIRUS-Cieu, Juin 2001, pp. 115-135.

BASSAND, M., « Développement local et processus identitaires », Les partenaires du développement face au défi local, Sous la direction de Christiane Gagnon et Juan-Luis Klein, Chicoutimi, UQAC, Groupe de recherche et d'intervention régionales: 401, 1992, pp. 267-295.

BECATTINI, G., « Le district marshallien: une notion socio-économique », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.35-56.

BENKO, G., "Modernity, Postmodernity and the social science", in G., Benko and U., Strohmayer (dir.) Space and social theory, Oxford, Blackwell, 1997, pp. 1-44.

BENKO, G., LIPIETZ, A., « Géographie socio-économique ou économie géographique? », La richesse des régions : La nouvelle géographie socio-économique, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 2000, pp.9-29.

BENKO, G., LIPIETZ, A., « Des réseaux de districts aux districts de réseaux », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris P. U. d. France, 1992a, pp.379-388.

BENKO, G., LIPIETZ, A., « Le nouveau débat régional: positions », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992b, pp.13-34.

BOYER, R., « Les alternatives au fordisme. Des années 1980 au XXIème siècle », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.189-223.

BRYANT, Christopher R., « Le développement communautaire durable, les partenariats et la préparation de propositions de projets réussies », La série « bonnes idées » pour le développement communautaire durable, No. 1, Stratec Communications Inc, Hudson, Québec, 1992.

CHARBONNEAU F., LEWIS P. et MANZAGOL, C, « Villes moyennes et mondialisation, renouvellement de l'analyse et des stratégies », Trames, Université de Montréal, 2004.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, « Contribution des Hautes-Pyrénées au schéma régional de développement économique : diagnostic partagé », CDDE, Décembre 2005.

DUNFORD, M., « Trajectoires industrielles et relations sociales dans les régions de nouvelle croissance économique », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.227-264.

FONTAN, J.-M. et J.-L. KLEIN, « Reconversion économique et initiative locale : L'effet structurant des actions collectives », Reconversion économique et développement territorial, sous la direction de Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, pp.11-33.

FONTAN, J.-M., KLEIN, J.-L. et LÉVESQUE, B. « Reconversion productive et économie plurielle : le défi territorial », Reconversion économique et développement territorial, sous la direction de Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, pp.1-8.

GAROFOLI, G., « Les systèmes de petites entreprises: un cas paradigmatique de développement endogène », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.57-80.

GUILLAUME, R., « Ressources locales et diffusion de l'innovation : Les systèmes productifs locaux (SPL) de la région Midi-Pyrénées (France) », Reconversion économique et développement territorial, sous la direction de Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2003, pp. 209-224.

GUMUCHIAN, H., GRASSET, E., LAJARGE R., ROUX, E., « Les acteurs, ces oubliés du territoire », Édition Anthropos, Ed. Economica, Paris, 2003

JULIEN, A., « Projet de création d'un pôle de Recherche à Tarbes – PRIMES », Document de travail, Alstom Transport, Mai 2006.

KLEIN, J.-L., « De l'initiative locale au développement territorial : une perspective synthétique », Inégalités, démocraties et développement, sous la direction de M. Simard, D. Lafontaine, S. Savard, M. et P-A Tremblay, M, Rimouski, GRIDEQ, 2006, pp : 143-164.

KLEIN, J.-L. , TARDIF, C., CARRIÈRE, J. et LÉVESQUE, B., « Les milieux d'appartenance au Québec. Une perspective méthodologique », Le territoire pensé : Géographie des représentations territoriales, Sous la direction de Frédéric Lasserre et Aline Lechaume, Sainte-Foy : PUQ, 2003, pp. 233-263.

LACHAPELLE, R., « Deux décennies de concertation, le partenariat en développement local à Sorel », Nouvelles pratiques sociales, Vol.14, no.1, 2001a, pp.48-63.

LAURIN, S., KLEIN, J.L. et TARDIF, C., « Géographie et société : vers une géographie citoyenne », Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2001.

LAYAHE, N. et BARNÈCHE-MIQUEU, L., « Les réseaux d'acteurs locaux : des outils au service d'une dynamique territoriale? », Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées : vers l'émergence de systèmes régionaux?, Rapport final, Programme SPL-CCRRDT, sous la direction de Régis Guillaume, CIRUS-Cieu, Novembre 2003, pp.114-169.

LEBORGNE, D. et A., LIPIETZ, « Flexibilité offensive, flexibilité défensive, deux stratégies sociales dans la production des nouveaux espaces économiques », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris P. U. d. France, 1992, pp.347-377.

LEE, D., « Les réponses apportées à la rigidité spatiale dans le cadre des transformations urbaines: l'exemple des entreprises coréennes à Los Angeles », La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 2000, pp.199-224.

LEQUIN, M., « Écotourisme et gouvernance participative », St Foy, Presse Université du Québec, 2001, 234p.

LÉVY, J. et LUSSAULT, M., « Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés », Paris, Belin, 2003.

MARKUSEN, A., « Des lieux-aimants dans un espace mouvant: une typologie des districts industriels », La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 2000, pp.85-119.

MARTINELLI, F. et SCHOENBERGER, E., « Les oligopoles se portent bien, merci! Éléments de réflexion sur l'accumulation flexible », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.163 - 188.

OLIVIER DE SARDAN, J-P., « Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social », Editions Apad-Karthala, 1995.

RAUD, C., « L'industrialisation diffuse dans les pays en développement. Une analyse à partir du cas brésilien », La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris P. U. d. France, 2000, pp.249-269.

SAXENIAN, A., « Les limites de l'autarcie: Silicon Valley et Route 128. La richesse des régions », La nouvelle géographie socio-économique, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 2000, pp.121-147.

SCOTT, J., A., « L'urbanisme industriel en Californie du Sud: les dilemmes et les occasions civiques de l'ère postfordiste », La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 2000, pp.169-198.

SCOTT, J., A., « L'économie métropolitaine: organisation industrielle et croissance urbaine », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.103-120.

VELTZ, P., « Hiérarchies et réseaux dans l'organisation de la production et du territoire », Les régions qui gagnent, sous la direction de Georges Benko et Alain Lipietz, Paris, P. U. d. France, 1992, pp.293-313.

WEISSBERG, G., « Du char à l'Edelweiss. Crise industrielle, changement social et politique de développement local à Tarbes », Association Guillaume Mauran, G.R.H.I., Université Toulouse-Le Mirail, 2005, 475p.